

« Jeholet utilise la méthode Trump : tout ce qui a été construit doit être détruit. »

Marc BECKER, CSC

5 000 Le nombre d'emplois qui pourraient être impactés par la réforme APE du gouvernement wallon.

La CSC fait sa rentrée wallonne en mode bazooka

« Jeholet siphonne l'argent public au profit des employeurs »

Politique de l'emploi, APE, destruction de la concertation sociale : la CSC étrille Pierre-Yves Jeholet et un gouvernement « tout-au-patron ».

● **Martial DUMONT**

Pour sa rentrée, la CSC wallonne n'y va pas par quatre chemins. Et a décidé de tailler un costume au ministre de l'Emploi, Pierre-Yves Jeholet, qu'elle accuse de ruiner une politique mise en place depuis plusieurs années au profit quasi exclusif des employeurs.

« Ça se fait de manière insidieuse, mais depuis le changement de gouvernement, il y a un siphonnage des budgets publics qui vont vers les employeurs. Une véritable fuite de capitaux, explique Marc Becker, secrétaire national de la CSC en charges des affaires wallonnes. Ils parlent du principe que si on aide les employeurs, l'emploi va augmen-

ter. Mais cette mécanique ne tient pas la route. Cette politique sert juste à enrichir un certain nombre d'employeurs et d'actionnaires. Ça crée des effets d'aubaine. Ça fait des années qu'on réduit les cotisations sociales des patrons et aucun chiffre ne prouve que l'emploi a augmenté grâce à cela. Et malgré tout, on reste dans un créneau qui n'a pas de pertinence. »

Pour étayer son propos, le représentant syndical avance une série d'exemples chiffrés.

« Le ministre ouvre les robinets de tous les côtés. Prenez le projet Impulsion destiné au plus de 55 ans. Au départ, il y a une enveloppe de 89 millions. Aujourd'hui, on en est à 107. Simplement à cause des me-

sures structurelles du fédéral qui empêchent les gens de partir ou d'alléger leur fin de carrière. »

Autre souci : les Plans formation insertion. « Là, c'est le jackpot pour les employeurs qui n'ont aucune vision en matière d'évolution de carrière, mais touchent pour l'organisation de formations que le Forem n'a même plus les moyens de contrôler. Il y a certaines entreprises où 100 % du personnel est en formation ! En clair, leur salaire est payé par les aides du gouvernement. »

Pénurie, la grosse pollution

Mais le pire, dit encore Marc Becker, c'est tout le tintouin fait autour des métiers en pénurie.

« C'est la plus grosse pollution du gouvernement et du banc pa-

tronal. Suivant les critères du Forem, il y a aujourd'hui 5 000 postes dans des métiers en pénurie en Wallonie. Quand on écoute le ministre, on a l'impression que la moitié de la Belgique est en situation de pénurie. Tout cela ne se base plus que sur du déclaratif ! Par contre un demandeur d'emploi fait du déclaratif au niveau du Forem, là, c'est suspect ! Conclusion : on va donner 350 euros de prime au bout d'une formation dont on n'est pas sûr qu'elle débouchera sur un emploi. Tant qu'on ne travaillera pas sur les raisons profondes des pénuries, on ne s'en sortira pas. Sans parler du bashing permanent sur les demandeurs d'emploi considérés comme des fainéants », conclut Marc Becker. ■

« Il casse tout ce qui a été fait »

« Pierre-Yves Jeholet n'a rien mis en place de structurant en matière de politique de l'emploi », attaque le responsable syndical.

Et question gouvernance dans les entreprises, ce n'est pas mieux, dit-il.

« Dans le Pacte pour l'emploi, le gouvernement s'était engagé à mettre en place des outils d'évaluation des politiques publiques. Évidemment, je comprends que le ministre de

l'Emploi n'ait pas envie qu'on évalue les décisions qu'il prend... »

Bref, conduit Marc Becker, « On avait 10 ans après la 6^e réforme de l'État parce qu'après la solidarité Nord-Sud c'est fini. On avait mis des choses en place avec le gouvernement

précédent. Et là sur les matières emploi, c'est nada, perdu. Ce gouvernement passe son temps à détruire. C'est la méthode Trump : tout ce qui a été fait par Obama devait disparaître. Ici tout ce qui a été fait en matière d'emploi doit disparaître. »

« La concertation est morte »

« *Il n'y a plus de concertation sociale en Wallonie. Le modèle mosan, qui marchait bien, est mort !* » Marc Becker est amer quand il parle des rapports entre gouvernement wallon et acteurs sociaux.

« *Avec Paul Magnette, il y avait un budget et il disait aux employeurs et syndicats, "entendez-vous et le gouvernement appliquera", même quand ça ne lui plaisait pas trop.* » Aujourd'hui, ajoute-t-il, la concertation sociale se résume à une invitation pour expliquer ce que veut le gouvernement.

« *On nous demande juste notre avis tout en précisant que c'est l'option du gouvernement qui sera appliquée. La concertation avec le GPS-W (Groupe des partenaires sociaux wallons, NDLR) est donc morte. Pareil avec le*

Conseil économique et social qui a une fonction consultative mais dont le rôle a considérablement été appauvri. Une anecdote : juste avant la deuxième lecture du décret APE, on nous a demandé de rendre un avis par courrier un lundi. Et le texte de la deuxième lecture avec l'ordre du jour du gouvernement du jeudi suivant avait déjà été rédigé. En clair, nous pouvions dire ce que nous voulions sur le décret, le gouvernement était déjà plus loin avant même qu'on ne rende notre avis... »

Autre exemple : lorsque le fédéral a lancé toute sa réflexion sur les métiers en pénurie, les Régions étaient censées être concertées. En Wallonie, les partenaires sociaux n'ont jamais été contactés...

« *Même en Flandre ils l'ont fait. C'est dire...* », ironise Marc Becker. ■

M. Dum.

APE : « des garanties, sinon... »

Le 25 juin dernier, FGTB et CSC manifestaient à Namur contre la réforme des Aides à l'emploi de Pierre-Yves Jeholet. « *Depuis, rien n'a évolué, dit Marc Becker. La réforme, on la veut. Mais les problèmes restent entiers. Tout ce qu'il a fait, c'est reporter d'un an. Pierre-Yves Jeholet dit que dans sa réforme, rien ne change, que les budgets restent les mêmes. Ça, c'est une vision macro. Mais si on regarde institution par institution, nous, quand on fait les calculs, on arrive à chaque fois avec une diminution de 7 % des moyens alloués aux APE. Ça représente 5 000 emplois impactés. Alors bon, si rien ne change et qu'il n'y aura pas de pertes d'emploi comme le prétend Jeholet, qu'il envoie un courrier à tous les employeurs et les travailleurs pour les rassurer !* »

La CSC, en tout cas, pose un ultimatum et réclame des garanties sur le maintien de l'emploi pour le 30 novembre. Et si elle ne participe pas à la manif de ce 20 septembre contre la réforme

aux côtés de la FGTB pour des raisons stratégiques, elle promet néanmoins de durcir le ton par la suite. Y compris dans des actions qui pourraient être autres que de simples manifestations... ■

M. Dum.